

Source : via mail

Téléchargement 22 07 2020

Trop tard pour être pessimistes !

Daniel TANURO

Revue POLITIQUE

Politique a le plaisir de publier les bonnes feuilles du dernier ouvrage de Daniel Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement*, publié le 10 juin par les éditions Textuel avec une préface de Michael Löwy. Face à la crise climatique, l'auteur y défend un projet écosocialiste conséquent et offensif. Il insiste en particulier sur la réalité du choix auquel nos sociétés sont confrontées : continuer à dérégler nos écosystèmes ou bâtir des institutions humaines en accord avec ceux-ci.

Extraits



Comment la classe dirigeante dirige quand elle dirige

La crise du COVID-19 est donc un avertissement.

Alors que nous sommes au bord du gouffre climatique et que s'accélère l'extinction des espèces, elle nous montre comment les dirigeants gèrent une catastrophe quand ils ne peuvent plus en ignorer l'existence. Il y a des leçons à tirer de cette expérience, à partir de quatre constats.

Premier constat : toutes les responsables ont été obligé·es de se rallier à une politique sanitaire. Dans les premières semaines de la crise, les Trump, les Johnson, les Rutte évoquaient « une simple grippe ». Craignant que les mesures à prendre nuisent à « l'économie », ils décidaient de parier sur « l'immunisation collective ». On appelle cela du darwinisme social : laissons agir « la nature », elle éliminera les plus faibles et « nous » en profiterons pour prendre des parts de marchés aux pays qui recourent au confinement... Au bout du compte, ces hérauts du néolibéralisme pur et dur ont pourtant dû se rendre à l'évidence et battre en retraite. Pas par humanisme, mais parce les faits les ont forcés à

admettre que l'inaction causerait plus de torts à « l'économie » que l'action.

Deuxième constat : bien qu'elle se soit réclamé de l'intérêt général, la gestion de la crise sanitaire a été en réalité une gestion de classe, taillée sur mesure pour les intérêts du capital. Les lignes de force ont été partout les mêmes :

- 1) préserver au maximum l'activité du secteur productif, noyau dur du capitalisme ;
- 2) maintenir au maximum les plans d'austérité et de privatisation imposés précédemment au secteur des soins, ainsi que le statut subalterne des métiers – surtout féminins – essentiels à l'entretien de la vie (soins à domicile, nettoyage, alimentation, collecte des déchets, etc.) ;
- 3) pour ne pas dépasser la capacité des hôpitaux, aplatir la courbe épidémique, soit par le confinement – en interdisant les activités sociales, culturelles, sportives ou politiques qui impliquent des rassemblements de personnes (en Europe et en Amérique du Nord) – soit par la combinaison de dépistage massif, de quarantaines et de traçage technologique des personnes infectées (en Corée du Sud, à Taiwan...) ;
- 4) tenter de stimuler un sentiment d'unité nationale, contrer la perte de légitimité des institutions et des partis, banaliser le contrôle social (y compris technologique) et justifier un renforcement autoritaire de l'État (pouvoirs spéciaux, recours à l'armée, suspension de facto du droit de grève, etc.) ;
- 5) au nom de l'urgence, écarter tout débat de fond, cacher le définancement de la sécurité sociale derrière des appels à la charité personnelle et dissimuler le caractère politique de la réponse « sanitaire » en la prétendant dictée par « la science ». Michel Foucault n'aurait pu imaginer plus bel exemple de « biopolitique ». Une biopolitique d'autant plus efficace que le panoptique policier est là pour Surveiller et punir lourdement les contrevenant·es et que les opposant·es ne peuvent évidemment qu'appliquer les « gestes barrière » objectivement nécessaires à la lutte contre la maladie.

Troisième constat : tous les responsables se regroupent autour de leur État national. Les belles déclarations en faveur de la gestion commune des problèmes globaux sont rangées au placard. Donald Trump dénonce le « virus chinois », veut acheter une entreprise allemande pour mettre au point un vaccin réservé aux États-Unis, et envoie sa flotte de guerre au large du Venezuela. La France réquisitionne des masques appartenant à une entreprise suédoise, la Tchèque fait de même au détriment de l'Italie et Israël charge le Mossad de détourner des cargaisons de respirateurs promises à d'autres pays. La Chine riposte aux États-Unis par une offensive de charme visant à se positionner comme un leader de rechange acceptable, en dépit de son régime à la Big Brother et de la féroce répression des Ouïghour·es. Quant à l'Union européenne, déjà affaiblie par le Brexit, elle perd pied. Au moment où ces lignes sont écrites, sa réponse à la pandémie s'est limitée à la décision d'allonger 750 milliards d'euros pour soutenir la santé des banques. Pour ce qui est de la santé des personnes, on repassera. L'Europe n'est même pas fichue de mettre en commun ses respirateurs. Chacun pour soi et le marché pour tous. La crise du coronavirus confirme ainsi la règle historique qui veut que la classe dominante, en période de crise aiguë, n'ait qu'un seul outil vraiment fiable : l'appareil d'État autour duquel elle s'est constituée historiquement.

Le triomphe de la mort

Quatrième constat : l'injustice coloniale n'a pas fini de peser sur les peuples du Sud global. Ils ne

portent pas plus de responsabilités dans la pandémie que dans le changement climatique, mais les gouvernements du Nord n'en ont cure. Or, le confinement est impossible pour plus de la moitié de l'humanité, qui se débrouille au jour le jour sans filet social de sécurité¹. En Inde, par exemple, les migrant·es intérieur·es qui vivent de petits boulots constituent près d'un tiers de la population. Beaucoup n'ont pas de logements. Quand le gouvernement (d'extrême droite) de Modi a décrété trois semaines de confinement, des millions de personnes, harcelées par la police, se sont lancées à pied sur les routes pour rejoindre leur village natal. Les pauvres de partout sont ainsi frappé·es de plein fouet. « Se laver les mains au moins dix fois par jour » est un des gestes barrières recommandés par les médecins. Comment doivent faire les quelque 748 millions de gens qui n'ont pas accès à l'eau potable² ? Les données statistiques concernant les équipements hospitaliers donnent froid dans le dos : il y a en moyenne moins de 2,8 lits de soins intensifs pour 100 000 personnes en Asie du Sud, contre 12,5 en Italie. Les images traumatisantes qui nous parvenaient de la péninsule, en février-mars 2020, ne sont rien au regard de celles qui nous parviendront de Haïti, du Mozambique, du Bangladesh, si le virus s'y répand.

Chacun·e peut donc imaginer la réponse au basculement climatique que les dirigeant·es capitalistes mettront en œuvre quand la nécessité d'agir sera devenue vraiment incontournable. Il faut beaucoup de naïveté pour croire que cette réponse sera empreinte de justice, d'altruisme et d'humanité. Les possédant·es tenteront de se sauver, de sauver leurs privilèges et de sauver leur système à tout prix, sur le dos des pauvres, en s'entre-dévorant. Pour détourner l'attention de leur responsabilité, iels exciteront le nationalisme, le racisme, le machisme et désigneront des boucs émissaires. Pour diminuer le réchauffement, iels recourront au nucléaire, à la géoingénierie ou à d'autres technologies dangereuses pour l'humanité – mais intéressantes pour le capital. Alors qu'ils n'auront rien vu venir, iels invoqueront l'urgence pour appeler « les citoyen·nes » à pallier par leurs dons les carences des services publics causées par l'austérité. Déclarant la mobilisation générale, iels utiliseront leur appareil d'État pour imposer aux populations des règlements dont iels vérifieront l'application par des technologies intrusives. Au nom de la nécessité scientifique, la biopolitique montrera ouvertement son caractère dictatorial. Elle pourrait même prendre la forme d'un biofascisme, car le capitalisme ne se résoudra jamais à produire moins, transporter moins et partager plus ; or, si l'on refuse cette solution de bon sens, la disparition d'une bonne partie de la population mondiale apparaîtra en définitive comme le seul moyen de « résoudre » la contradiction entre l'infinitude de l'accumulation du capital et la finitude de la planète. En clair, la réponse que le système improvisera face au désastre climatique risque de ressembler au Triomphe de la mort de Bruegel...

L'heure des choix, c'est maintenant

Nous n'en sommes pas encore là, évidemment. Mais l'heure des choix qui déterminent l'avenir, c'est maintenant. Il reste moins de dix ans pour prendre les mesures nécessaires afin de rester sous 1,5 °C (ou de ne pas trop dépasser ce seuil). Dans les pays dits « développés » et « émergents », les réductions d'émissions doivent commencer tout de suite et être très drastiques. Étant donné le repli croissant sur les États nationaux et le nombre de gouvernants tentés par le climato-négationnisme, il semble peu probable qu'un accord international suffisamment rigoureux soit conclu à temps. La COP25, à Madrid (2019), n'a même pas commencé à discuter la manière de combler le fossé entre l'objectif global de Paris et les plans climat des différents pays. Ces négociations aboutiront-elles lors de la COP26, laquelle a été reportée en 2021 pour cause de COVID-19 ? Rien n'est moins sûr, car

chacun, avant de s'engager à en faire éventuellement plus, veut savoir dans quelle mesure le « nouveau mécanisme de marché » décidé à la COP21 lui permettra de remplacer des réductions d'émissions par des achats de droits de polluer³... À moins d'un revirement politique profond, le scénario du chacun pour soi, dans lequel des États rivaux se mettent à agir à la hâte et dans le désordre parce qu'un accident climatique gravissime les y contraint, ne relève donc pas de la science-fiction.

Au-delà de leur gestion sanitaire de la crise, le Capital et ses représentant·es politiques préparent la relance de la croissance qui détruit humains et non humains. Sur le plan social, la pandémie les a obligé·es à lâcher du lest pour maintenir les contradictions dans des limites acceptables. L'Union européenne a mis son obsession de l'équilibre budgétaire au frigo, le gouvernement italien a interdit les licenciements pour une période de 60 jours, l'administration Trump a promis 1 200 dollars par mois aux travailleur/euses sans ressources, des réquisitions ont été décidées, des nationalisations sont même envisagées et la justice de certains pays menace de sanctions sévères les patrons qui ne garantiraient pas à leurs employé·es les conditions de « distanciation sociale » conformes à la lutte contre l'épidémie... Ces mesures éparées, improvisées dans l'urgence, se transformeront-elles en politique de sortie de crise ? La crise sanitaire débouchera-t-elle sur une revalorisation du rôle du secteur public, sur une remise en cause du régime néolibéral ? Cet aggiornamento s'étendra-t-il à la politique environnementale ? La Nobel d'économie, Esther Duflo, propose une relance keynésienne aux accents sociaux financée par le déficit et par une ponction fiscale forte sur les riches⁴. Le quotidien de référence de la finance mondialisée, le *Financial Times*, compare la crise sanitaire à la Seconde Guerre mondiale, loue l'ambiance d'unité contre la maladie et plaide pour des réformes analogues à l'instauration de l'État providence – « *des réformes radicales, à rebours des politiques suivies au cours des quatre décennies écoulées* ». « *Des politiques considérées jusqu'à récemment comme excentriques, telles que l'allocation universelle et des taxes sur la fortune, devront faire partie du mix* », écrit le journal. Et de conclure en invitant les dirigeant·es à agir dès maintenant pour « gagner la paix⁵ ».

Ces appels seront-ils entendus ? Il est trop tôt pour le dire, et les résistances seront certainement farouches de la part des ultralibéraux. Ce qui est certain, par contre, c'est que ces appels trouvent leur origine dans la crainte des possédant·es. Car paradoxalement, bien que plus puissantes que jamais, ces « élites » ont peur. Peur que le coronavirus fasse déborder le vase de la colère populaire face aux inégalités. Peur que l'onde des révoltes démocratiques et sociales qui a commencé dans l'espace arabo-musulman en décembre 2010, puis secoué de nombreux pays du Sud global en 2019 (Algérie, Soudan, Chili, Équateur, Liban, Hong Kong, etc.), ne puisse plus être jugulée seulement par la répression. Peur que la nouvelle vague féministe initiée par la campagne #MeToo ne déstabilise partout les pouvoirs basés sur la domination masculine. Peur que le mouvement mondial de la jeunesse pour le climat catalyse une mobilisation des aîné·es contre la destruction de l'avenir de leurs enfants. Peur enfin que leur légitimité en chute libre des partis et des institutions gestionnaires débouche sur des situations de crise politique aiguë qui, en soulevant des choix de société fondamentaux, amèneraient le monde du travail à rompre le compromis productiviste qui le lie au capital. Bref, certain·es dans la classe dominante craignent que la poursuite intransigeante du régime néolibéral pousse les masses exploitées et opprimées sur le sentier de la guerre de classe.

Pour les mouvements sociaux, la conclusion stratégique est dès lors assez claire : plutôt que de se précipiter pour applaudir l'éventualité d'un tournant basé sur les mythes du « capitalisme vert » et du « capitalisme social », redoublons d'efforts pour accroître ce qui fait bouger les possédant·es : leur

crainte de nos révoltes. Refusons de transformer le respect des consignes sanitaires en unité nationale autour du capital. Nous sommes toustes sur le même océan, oui, mais pas sur le même bateau : une minorité se prélassse sur des yachts, tandis que la majorité souque dans des barquettes ou dérive sur des radeaux de fortune⁶. Plutôt que tomber dans le piège d'un nouveau pacte social, renforçons nos luttes, organisons-les, radicalisons nos revendications. La première crise de l'Anthropocène exige une réponse globale – économique, sociale, écologique, féministe et décoloniale – à la hauteur du défi. Osons exiger ce qui est impossible dans le cadre capitaliste : le pain et les roses, une vie de qualité et un environnement sain, la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement déterminés, dans le respect prudent de la beauté du monde.

Penchons-nous de plus près sur les implications écologiques de la relance. Auteur principal pour le GIEC, François Gemenne n'a pas tort d'écrire que « la crise du coronavirus est une bombe à retardement pour le climat⁷ ». En effet, « *le Canada a déjà annoncé un plan de relance de son industrie pétrolière et gazière, la Chine envisage déjà la construction de centaines de nouvelles centrales à charbon pour relancer la machine industrielle et, après le vote d'un plan de relance à 2 000 milliards de dollars par le Congrès américain, les cours de bourse des compagnies pétrolières, aériennes et des croisiéristes se sont envolés.* » En effet, « *la République tchèque et la Pologne demandent déjà l'abandon du Green Deal européen* ». Tout cela est exact, mais la cause n'est pas « la crise du coronavirus » – elle a fait diminuer les émissions de CO2 de 7 % en base annuelle. La cause est la réponse capitaliste à cette crise. La cause est ce mode de production accro au « toujours plus », toujours plus consommer pour pouvoir toujours plus produire. Or, ni les très vagues déclarations d'intention du Green Deal européen (qui reste dans le cadre néolibéral !) ni les propositions keynésiennes d'Esther Duflo, ni même le plaidoyer du *Financial Times* pour un nouveau pacte social ne rompent avec la croissance du PIB. Sous des formes différentes, tous ces projets poursuivent le même objectif fondamental : relancer l'absurde système productiviste qui « épuise les deux seules sources de toute richesse », la Terre et le travail humain.

Changer de régime d'accumulation ou changer de civilisation ?

En fait, il n'y a que la manière qui change. Avec ou sans nouveau pacte social, on veut nous remettre sous le joug pour relancer la Machine mortifère. La pandémie nous suggère un objectif plus ambitieux : déconstruire la Machine. Changeons de paradigme et les cavaliers de l'Apocalypse disparaîtront comme Nosferatu aux premiers rayons du soleil. Par contre, s'ils triomphent, nous sombrerons dans la barbarie si nous continuons à tolérer que le monde soit géré pour le profit, comme une entreprise. La croissance du Produit intérieur brut, les taux d'intérêt et les cours de la Bourse sont de fausses idoles. Renversons-les. Sortons de la pandémie, mais soyons dignes de ceux qui y ont laissé leur vie : continuons d'opposer le paradigme du « Prendre soin » au paradigme de la production, celui de la vie à celui de la mort, celui des richesses concrètes à celui de la valeur abstraite symbolisée par l'argent, étendons cette logique aux rapports entre humains et non humains. En d'autres termes, le tremblement de terre idéologique causé par le COVID-19 donne des arguments forts et audibles à ceux qui se battent à contre-courant pour changer de civilisation plutôt que de sauvegarder le régime d'accumulation.

Concrètement, il ressort clairement de la lutte contre le SRAS-CoV2 que le secteur de la santé doit être refinancé et mis hors marché, que les métiers du soin doivent être revalorisés, que l'industrie pharmaceutique doit être expropriée et socialisée afin que recherche et production s'organisent en

fonction des besoins sociaux. Concrètement, puisqu'il y aura d'autres épidémies à l'ère de l'Anthropocène, il s'impose logiquement d'en finir avec ce qui les favorise : l'agro-business, l'industrie de la viande, les monocultures dopées aux pesticides, la déforestation, le massacre de la biodiversité. Concrètement, il faut voyager moins, transporter moins, un plan doit être lancé visant à déconstruire les mégapoles et des mesures doivent être prises pour que les animaux sauvages ne soient plus objets de commerce. Concrètement, puisque la fonte du pergélisol risque de libérer d'anciens pathogènes dont nous ignorons les dangers et que le réchauffement favorise l'extension de la malaria et la dengue, tout doit être mis en œuvre pour maintenir effectivement le réchauffement sous 1,5 °C, ce qui impose de socialiser les secteurs de l'énergie et de la finance. Concrètement enfin, le fait que toute virose à l'ère de l'Anthropocène menace de se transformer en pandémie – parce que nous sommes plus de sept milliards sur Terre – renforce la nécessité de garantir à tous les humains l'accès à une eau douce de qualité, d'abolir les dettes des pays du Sud (46 pays consacrent plus d'argent à payer les intérêts sur la dette qu'à leur système de santé !), d'en finir avec les immondes dispositifs de confinement de populations dans des camps et de garantir la liberté de circulation et d'installation sur la Terre.

(Illustrations de la vignette et dans l'article © Les Éditions Textuel ; première de couverture de Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement.)

1. Simon Petite, « [Covid-19 : l'impossible confinement de la moitié de l'humanité](#) », *Le Temps*, 1er avril 2020. ←
2. Martine Valo, « [La crise de l'eau illustrée en 5 graphiques](#) », *Le Monde*, 17 mars 2015. ←
3. Daniel Tanuro, « [L'issue est dans la lutte, pas dans les COP](#) », *Contretemps*, 22 décembre 2019. ←
4. « [Coronavirus : "Il n'y a pas à s'inquiéter de la facture", selon la Nobel d'économie](#) », *Le Quotidien*, 21 mars 2020. ←
5. Éditorial, *Financial Times*, 3 avril 2020. ←
6. Merci à Paul Hermant, auteur de cette jolie formule. ←
7. « [Le coronavirus, une "bombe à retardement pour le climat"](#) », *Le Soir*, 1er avril 2020.